

Le 15 mai 2012

A l'attention des candidats aux élections législatives dans le Loiret,

Partout en Europe, le thème de la dette publique est utilisé pour imposer l'austérité et mettre à mal les droits sociaux. Au niveau national comme au niveau local, il est essentiel de savoir d'où vient cette dette et comment elle s'est constituée. Au niveau européen, le « Pacte budgétaire », signé par les chefs d'État et de gouvernement début mars 2012, organise l'austérité permanente et doit être ratifié par la France avant la fin de l'année.

En tant que Collectif pour un audit citoyen de la dette publique du Loiret¹ (CAC 45), nous souhaiterions connaître votre position sur les trois thèmes suivants : la légitimité de la dette publique française, l'aide aux collectivités locales touchées par les prêts « toxiques » et le Pacte budgétaire.

Analyse globale

- Pensez-vous que la totalité de la dette publique française est légitime, ou bien qu'elle a été souscrite au moins en partie pour des choix illégitimes comme la baisse des recettes fiscales en provenance des ménages aisés et des grandes entreprises ?
- Etes-vous favorable à un audit complet de la dette publique française ? Si oui, pensez-vous que des élus et des organisations citoyennes doivent être membres de cette commission d'audit ?

Audit local

- Plusieurs dizaines de collectivités du Loiret et d'organismes publics sont touchés par le problème des prêts "toxiques" et la raréfaction actuelle du crédit, comment pensez-vous les aider à y faire face ?
- Une commission d'enquête de l'Assemblée nationale a proposé la création d'un « pôle d'assistance et de transaction » pour négocier au niveau national face aux banques au nom des acteurs publics locaux touchés. Etes-vous favorable à la création de ce pôle et à une présence des organisations citoyennes en son sein ?

Pacte budgétaire

- Etes-vous favorable au Pacte budgétaire sous sa forme actuelle ? Proposez-vous de renégocier ce traité puisque les remèdes de la rigueur aggravent la crise et la situation sociale des pays qui l'appliquent ?
- Etes-vous favorable à un référendum en France sur ce Traité, puisqu'il s'agit de l'avenir des peuples d'Europe, de leurs droits sociaux et de leur quotidien ?

Nous serons très attentifs au contenu de vos réponses, que nous diffuserons, et nous restons à votre disposition pour en débattre.

Dans l'attente de votre réponse avant le 4 juin, nous vous adressons nos salutations citoyennes les plus déterminées.

Pour le Collectif, Damien Millet



Contact : CADTM, 17 rue de la Bate, 45150 Jargeau / Damien Millet, 06 60 54 27 13 / cac45@audit-citoyen.org.

¹ Le Collectif du Loiret pour un audit citoyen de la dette publique est constitué des organisations suivantes : Alternative citoyenne abraysienne, Association Partage, Attac 45, CADTM, Confédération paysanne, Droit au logement, France Cuba Loiret, FSU, Solidaires, Vie nouvelle ; avec le soutien des partis politiques suivants : Europe Ecologie Les Verts, Fédération anarchiste, Jeunes 2cologistes, Mouvement des Jeunes Socialistes, Nouveau Parti Anticapitaliste, Parti Communiste Français, Parti de Gauche, Parti Socialiste.